

OTAN : mercenaires et propagande au service d'une machine de guerre 1/3

ANTICONS : Observatoire du néo-conservatisme

9 décembre
2014



Si vous aimez les belles histoires, l'OTAN se présente ainsi : « *L'objectif fondamental de l'OTAN est la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. L'OTAN a pour but de promouvoir les valeurs démocratiques et d'encourager la consultation et la coopération sur les questions de défense et de sécurité afin d'instaurer la confiance et, à long terme, de prévenir les conflits.* »

Par-delà ce discours empreint de noblesse, examinons les faits

En 1966, [Charles De Gaulle](#) annonce au Président américain Lyndon Johnson, essentiellement pour des raisons de souveraineté nationale, le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cette entité politico-militaire rassemble alors plusieurs pays occidentaux depuis 1949.

Le putsch d'Alger et la CIA

La décision de De Gaulle eu pour conséquence le démantèlement total des bases américaines présentes jusqu'alors sur le territoire français. Malgré tout, la France resta attachée à l'Alliance pour les questions politiques. Cependant, nous pouvons imaginer que la confiance de De Gaulle vis-à-vis du pouvoir américain s'était sérieusement détériorée. Parmi d'autres, la journaliste de notoriété internationale [Geneviève Tabouis](#) affirmait : « *la participation des services secrets américains au [putsch d'Alger](#) est un secret de Polichinelle* ». Le putsch d'Alger fut une tentative de coup d'état d'extrême droite orchestrée par une partie des militaires de l'armée française en Algérie en avril 1961. Un [document secret](#) déclassifié des archives fédérales suisses affirme que les Etats-Unis ont activement soutenu l'OAS (Organisation Armée Secrète). Ce document est une note confidentielle signée par le colonel Pierre Musy, le chef du service des renseignements suisses dans les années 1960. Marc Perrenoud, conseiller scientifique pour les documents diplomatiques suisses, le confirme : « *Oui, ce document est authentique, il révèle que les États-Unis ont activement soutenu l'OAS à cette époque troublée* ».

[Le putsch d'Alger et la CIA](#)

Gladio et stay-behind : les cellules terroristes coordonnées par l'OTAN



Octobre 1990, [Giulio Andreotti](#), Président du Conseil italien, reconnaît publiquement l'existence du Gladio, il parle d'une « structure d'information et d'intervention », avec des caches d'armes et des officiers de réserve. Le Département d'Etat américain a publié un communiqué en janvier 2006 qui, tout en confirmant l'existence des réseaux « stay-behind » et « Gladio », nie l'implication de ces réseaux dans des actions terroristes.

Cependant, sur la base des informations d'une enquête parlementaire en Italie et en Belgique, le professeur et historien de l'Université de Bâle, Daniele Ganser, a passé plusieurs années à étudier les réseaux secrets stay-behind en Europe, communément appelés « réseaux Gladio ». En 2004 Ganser publie le livre, [Les Armées Secrètes de l'OTAN](#). Ce livre, traduit en neuf langues, décrit comment, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont organisé des cellules souterraines dans toute l'Europe. Ganser estime que ces cellules étaient derrière un certain nombre d'attentats attribués à des extrémistes de gauche notamment en Italie et en Allemagne, dans une tentative de discréditer les partis de gauche.

1950-1990 Les armes secrètes de l'OTAN

Yougoslavie : la guerre

En 1995, [William Perry](#), secrétaire à la Défense étasunien, affirme devant le Congrès que les États-Unis ne prendront pas parti dans le conflit yougoslave. Ce jour-là, Perry omet tout simplement de préciser que par l'intermédiaire de la société militaire privée « Military Professional Resources Incorporated » (MPRI), qui est l'un des sous-traitants du Pentagone, de nombreuses opérations secrètes sont déjà en cours. [MPRI par exemple entraîne des officiers de l'armée croate.](#)



Dans un rapport consacré aux sociétés militaires privées étasuniennes, le [New York Times](#) revenait sur les actions en ex-Yougoslavie de MPRI, et d'une autre société militaire américaine, [DynCorp](#). En Bosnie, des employés de DynCorp ont été appréhendés, car [ils étaient à la tête d'un réseau de jeunes filles esclaves sexuelles qui étaient séquestrées pour être prostituées une fois leurs passeports confisqués.](#) En Croatie, les

forces locales entraînées par MPRI ont exploité ce qu'elles avaient appris pour mettre en oeuvre l'un des plus terribles épisodes de « nettoyage ethnique », l'opération « [Tempête](#) » qui laissa plus de 100 000 sans abris et fit des centaines de morts. En dépit d'accusations de crimes de guerre, aucun employé de ces entreprises n'a jamais été mis en accusation pour ces événements.

1999 L'Opération « Allied Force » (le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN)

[La campagne aérienne durera 78 jours et mènera 37 465 raids](#) (la campagne de Libye en 2011 fut de la même intensité : 40 000 raids en 2 mois). Le service de communication de l'OTAN transformera ces « violations des droits internationaux » en simples « dommages collatéraux », une expression déjà utilisée pour la guerre du Viêt Nam.



En février 2000, [Human Rights Watch](#), publie le bilan des victimes civiles dans la guerre du Kosovo selon lequel les bombardements de l'OTAN en ex-Yougoslavie ont provoqué la mort d'environ 500 civils, évaluation néanmoins très inférieure à celle du gouvernement yougoslave. « Les cibles choisies par l'OTAN ont placé les populations civiles face à des risques inacceptables ». Cette enquête est arrivée à la conclusion que l'OTAN avait violé le droit humanitaire international.

Rapport Complet : [Human Rights Watch Publie le Bilan des Victimes Civiles Dans la Guerre du Kosovo](#)

Amnesty International a publié également un rapport affirmant que les forces de l'OTAN avaient délibérément pris pour cible la Radio Télévision de Serbie, et avaient mené des bombardements qui toucheraient à coup sûr des civils. Source : [New York Times](#)

Le « deux poids deux mesures » : les Serbes sont traduits devant le tribunal international

Depuis sa création, 161 personnes ont été mises en accusation devant le TPIY pour violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Après les arrestations de Slobodan Milošević, le 1er avril 2001 et de Radovan Karadžić, le 21 juillet 2008, Ratko Mladić et Goran Hadžić ont été arrêtés et transférés à La Haye. [Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie](#).

Ils n'ont pas cherché à condamner les officiers croates et bosniaques dont les hommes avaient commis les mêmes actes.

Les généraux Ante Gotovina et Mladen Markac, lourdement condamnés en première instance, ont été acquittés en appel. L'ancienne procureur du TPIY, Carla Del Ponte fut choquée par [l'acquiescement des généraux croates](#). Ante Gotovina fut pourtant accusé par le TPIY de crimes contre l'humanité pour ses actes et ceux commis sous son commandement en 1995 lors de l'opération « Tempête » qui entraîna l'exil des Serbes de Krajina.

[Les victimes serbes ignorées par la justice internationale](#)

L'Armée de « libération du Kosovo » ou UÇK

Jusqu'en 1997, les États-Unis considèrent l'UÇK comme une organisation terroriste soutenue en partie par le trafic de l'héroïne. Néanmoins, selon le *SundayTimes* de Londres, des agents de renseignements étasuniens ont admis avoir participé à la formation militaire de l'Armée de libération du Kosovo avant le bombardement de la

Yougoslavie par l'OTAN.



L'ancien conseiller au Parlement allemand Matthias Küntzel, prouvera que depuis la création de l'UÇK, les services secrets allemands ont joué un rôle essentiel auprès de lui. Un compte-rendu démontre très clairement que des crimes de guerre ont été commis pendant et après le conflit sur des civils hommes, femmes et enfants, de nationalités serbe, rom et albanaise, accusés de collaboration. Ils ont été torturés et tués dans des camps mis en place par l'UÇK.

En 2005, le premier ministre de l'époque et ancien commandant de l'UÇK, Ramush Haradinaj a été inculpé de trois chefs d'accusation relevant de crimes de guerre. Malgré tout, il reste populaire chez les Albanais du Kosovo, et il sera innocenté par ce même tribunal le 3 avril 2008 à l'issue d'un an de procès, avant qu'un nouveau procès ne s'ouvre à partir du mois d'août 2011. Finalement, il sera libéré le 29 novembre 2012 par la cour pénale internationale pour l'ex-Yougoslavie. Source : [le Guardian](#)

Hashim Thaçi est l'actuel Premier ministre du Kosovo. Soutenu par Washington et l'OTAN, il prendra la tête de l'UÇK en 1998. D'après le [Guardian](#), [Hashim Thaçi a été identifié comme l'un des « gros poissons » dans le crime organisé dans son pays](#). Les documents de l'OTAN reçus par The Guardian et qui sont classés « secret défense », indiquent que les États-Unis et d'autres puissances occidentales soutenant le gouvernement du Kosovo ont eu une connaissance approfondie de ses actions criminelles depuis plusieurs années.

Enfin, selon un rapport du sénateur suisse Dick Marty, rapporteur spécial au Conseil de l'Europe de 1998 à 2000, « [des centaines de prisonniers détenus par l'Armée de Libération du Kosovo \(UÇK\) se sont livrés au trafic d'organes sous la responsabilité directe de Hashim Thaçi avec la complicité de la communauté internationale.](#) »

Dans son livre, « *La Chasse, Moi et les Criminels de Guerre* », Carla Del Ponte dénonçait également le refus de toute coopération opposé à ses enquêteurs par les responsables de la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK) en 2001 et 2002, quand celle-ci était dirigée par Bernard Kouchner.

Une base de l'OTAN au Kosovo



Camp Bondsteel, 15 October 1999

Dès 1999, l'Otan construit le [Camp Bondsteel](#) au Kosovo. C'est une base militaire située à proximité d'un pipeline. Vraisemblablement, ce camp fut, de 2002 à 2006, l'une des [prisons secrètes pour la CIA](#) au sein du réseau mondial de prisons construit par l'Administration américaine pour ses opérations des « extraordinary Renditions » en représailles aux attentats de 2001. La base a été construite par KBR Inc qui fut une filiale de la multinationale américaine [Halliburton](#). L'activité principale d'Halliburton est de fournir des produits et services dans le domaine de l'industrie gazière et pétrolière. Mais ce n'est pas sa seule activité. De 1995 à 2002, Halliburton-KBR a reçu des milliards de dollars pour construire des bases militaires, certaines dans des lieux secrets, dans le cadre d'un [programme banalisé sous le nom de « Logistics Civil Augmentation »\(LOGCAP\)](#), administré par l'armée américaine.

Le Groupe Halliburton a eu pour PDG de 1995 à 2000 le futur vice-président étasunien de l'administration Bush, Dick Cheney, qui avant même sa prise de fonction, sera accusé de conflits d'intérêts. Source : [Cheney a vendu \\$35 millions de stock options d'Halliburton en août et septembre 2000](#).

Les sources principales des paragraphes consacrés à la guerre de Yougoslavie sont tirées du film [Yougoslavie, une guerre évitable](#). Ce documentaire retrace la façon dont des fautes cruciales furent commises par l'Occident, ce qui entraîna l'éclatement de la Yougoslavie en 1991. Ce conflit se terminera par la campagne de bombardement dévastatrice de l'OTAN en 1999. Ce documentaire fut salué par de nombreuses critiques, dont Stéphane Holden dans le [New York Times](#) qui écrivait : « *un travail impressionnant relatant l'histoire complexe de cette guerre, une étude approfondie qui jette un peu de lumière sur une tragédie qui reste obscure.* »

»» <https://anticons.wordpress.com/2014/12/07/otan-mercenaires-et-propagan...>